

Fortes interrogations sur le réel état de santé de l'Espagne

LE MONDE | 20.06.2012 - Par Sandrine Morel

Pas de répit pour l'Espagne. Une nouvelle fois, lundi 18 juin, le taux des emprunts obligataires à 10 ans s'est envolé, dépassant 7,2 % - un taux supérieur à 7 % est jugé critique sur la durée.

L'idée que l'Espagne est une victime collatérale de la crise grecque, comme l'a sous-entendu la semaine dernière le ministre de l'économie, se dégonfle.

Les marchés ont perdu confiance dans le pays, sa solvabilité mais aussi la véracité de ses chiffres et de ses prévisions, et donc dans la capacité du plan d'aide européen de le sauver - il prévoit jusqu'à 100 milliards d'euros pour recapitaliser les banques.

Trop de cafouillages au plus haut niveau ont eu raison de la crédibilité du pays. Le déficit public 2011 a été revu à la hausse à de multiples reprises. La dernière fois, en mai, lorsque les régions autonomes de Madrid et de Valence ont reconnu d'importantes corrections qui ont porté le déficit du pays à 6,9 % au lieu de 6,5 % du PIB.

Les besoins des banques ont, eux aussi, été minimisés. Une semaine avant que Bankia, quatrième banque du pays, ne demande 19 milliards d'euros d'aide au gouvernement, le ministre de l'économie chiffrait à "moins de 15 milliards d'euros" la somme nécessaire pour renflouer l'ensemble du secteur financier.

UN SURSIS ARTIFICIEL

Depuis, malgré les efforts de transparence du gouvernement, qui a demandé un audit indépendant des banques, plusieurs questions taraudent encore les économistes.

Quelle est, par exemple, l'ampleur des impayés des banques ? Selon la Banque d'Espagne, le taux des créances douteuses (les crédits impayés durant plus de trois mois consécutifs) a atteint 8,72 % en avril, soit 152,7 milliards d'euros. Un record, en dix-huit ans, qui témoigne de l'accélération de la détérioration de l'économie.

Mais, malgré leur ampleur, l'idée que ces chiffres puissent être sous-estimés persiste. "Les banques espagnoles ont refinancé beaucoup de crédits aux promoteurs, bien que leur activité ait cessé, pour ne pas assumer une augmentation des impayés", explique l'économiste Alfonso Novales de l'université Complutense.

Cette pratique pourrait s'être étendue à d'autres types d'entreprises, les banques offrant un sursis artificiel à certaines, pourtant au bord du gouffre, afin de ne pas avoir à assumer des pertes importantes.

Plusieurs médias ont ainsi dénoncé la situation d'ACS, une des principales entreprises de construction. Sa dette s'élevait, fin 2011, à 9,3 milliards d'euros, et a grimpé à 10,4 milliards au premier trimestre 2012, plus du double de sa valeur boursière. Or, son résultat brut d'exploitation en 2011 était de 2,3 milliards et ses bénéfices nets de 961 millions. Selon Reuters, les banques ont encore repoussé jusqu'à 2015 le paiement d'un prêt de 1,4 milliard d'euros qui arrivait à échéance cette année.

LE DÉFICIT RÉEL DES RÉGIONS AUTONOMES INQUIÈTE

Avec l'aggravation de la récession et l'ampleur du chômage, augmenter la couverture des risques d'impayés des entreprises est devenue une nécessité et devrait être l'objet d'une nouvelle réforme du secteur financier.

Mais si les banques doivent supporter des faillites en masse, la facture pourrait exploser pour l'Espagne. Et pour l'Europe. D'autant plus que la dette des entreprises espagnoles représente 134 % du PIB (soit 1 340 milliards d'euros).

Autre source d'inquiétude : le déficit réel des régions autonomes, responsable des deux tiers de la dérive du déficit en 2011 (8,9 % du PIB au lieu des 6 % prévus).

"Il y a un problème d'opacité des comptes des régions", avoue l'économiste Juan Rubio-Ramirez, de la Fondation des études d'économie appliquée (Fedea). En moyenne, depuis 2008, elles ont surestimé leurs revenus de 7 % chaque année et leurs dépenses de seulement 1 %." Dans ces conditions, il doute que, cette année encore, les régions puissent respecter les objectifs de déficit.

Mais, des économistes pointent du doigt un autre problème. "Une pratique courante, ces dernières années, était que les entreprises puissent se faire payer par les banques en présentant les factures des régions autonomes. A charge pour les banques de se faire payer ensuite par les régions", explique un expert, qui demande à garder l'anonymat. Cette pratique était d'autant plus facile pour les régions qu'elles contrôlaient les caisses d'épargne.

Avec le sauvetage de Bankia, les comptes de Bancaja et de Caja Madrid, les deux grandes entités qui la composent, vont être examinés à la loupe. Certains tremblent déjà. "Dans l'analyse de Caja Madrid, il est fort possible que l'on découvre des dettes cachées", craint ce même analyste.